

Les conséquences de l'inflation, qui en bonne partie s'expriment dans la conjoncture économique et l'incurie du gouvernement, posent aussi un problème aux petites entreprises. Une autre question très importante est celle des taux d'intérêt. Le secteur de la petite entreprise a souffert de la montée en flèche des taux d'intérêt. Le taux du change a aussi influé sur le bien-être de la petite entreprise. Par ailleurs, le facteur le plus important est en réalité l'incertitude causée par les mesures gouvernementales, le trop grand nombre de règlements et le régime fiscal complexe, nocif pour la productivité et régressif que nous avons maintenant.

Il est juste de dire également que les banques ont contribué au succès ou à la faillite des petites entreprises. Je ne sais pas si les banques peuvent être bien fières de la façon dont elles ont traité les petites entreprises ces derniers temps. Ceux d'entre nous qui rentrent dans leur circonscription pendant la fin de semaine savent que bien des chefs de petite entreprise et bien des agriculteurs ont des relations difficiles avec leur banquier, notamment lorsque les banques refusent de participer aux divers programmes gouvernementaux qui ont été institués précisément à cette fin.

Beaucoup de chefs de petite entreprise s'estiment victimes de discrimination de la part des banques, car elles semblent avoir deux poids, deux mesures. Quand on est assez endetté auprès d'une banque, on est traité d'une certaine façon, mais quand on a le moins de liquidités, les banques sont intraitables. Elles doivent revoir leurs politiques et contribuer dans la mesure de leurs moyens à assurer le bien-être et la prospérité du secteur de la petite entreprise.

Il nous faut faire tout en notre pouvoir pour créer un climat plus propice sans pour autant instaurer nécessairement davantage de programmes gouvernementaux. J'irais même jusqu'à dire qu'on pourrait au contraire supprimer des programmes gouvernementaux, alléger la réglementation gouvernementale, diminuant ainsi les causes de frustration. Il est réellement important que le gouvernement change vraiment d'attitude pour encourager l'expansion du secteur de la petite entreprise.

Les petites entreprises voudraient bien sûr que le fisc leur accorde un traitement favorable. Suite au sondage qu'elle a mené auprès de 124 sociétés dans toutes les régions du pays, la firme Touche Ross and Partners a constaté que les hommes d'affaires considèrent que les incitations fiscales constituent une forme d'aide gouvernementale bien plus profitable que les subventions et quantité d'autres programmes. J'espère que le ministre des Finances (M. Lalonde) saura tenir compte de certaines de ces recommandations dans la préparation de son budget. J'espère aussi qu'il cherchera à supprimer les aspects rétrogrades de notre régime fiscal, à simplifier les lois de la fiscalité et à réviser le cadre réglementaire à cet égard.

Toutes ces suggestions ont été proposées par les représentants des associations s'intéressant à la petite entreprise, notamment la Chambre de Commerce. Comme je l'ai déjà mentionné, les taux d'intérêt sont une des plus grandes sources de problèmes. J'estime que le gouvernement doit assumer ses responsabilités à cet égard et veiller à contenir le déficit en réduisant le gaspillage et les dépenses extravagantes. Il est clair que le gouvernement a une importante marge de manœuvre dans ce domaine. Les incitations fiscales sont vraiment la clef du problème et, comme il a été souligné dans le document présenté dernièrement par la Fédération canadienne des entreprises indépendantes, il existe diverses façons d'accroître les

réserves de capital grâce aux placements effectués au titre du programme des régimes enregistrés d'épargne-retraite. D'aucuns prétendent que les sommes placées dans les REER auto-gérés s'élèvent à plus de deux milliards de dollars et que plus de la moitié de ces sommes pourraient être mises à la disposition des entreprises privées. Il a également été proposé qu'on encourage les Canadiens à se prévaloir des régimes enregistrés d'épargne-actions. Par ailleurs, il faudrait supprimer l'impôt de 12.5 sur les bénéfices des sociétés. Ainsi, il existe un grand nombre de solutions possibles et je prie instamment le gouvernement de voir quelles sont celles qu'il pourrait mettre en œuvre afin de venir en aide aux petites entreprises.

Ce qui importe d'abord et avant tout, c'est de rétablir le climat de confiance qui encouragera ces dernières à prendre des risques et à faire des investissements à long terme en vue de récolter des bénéfices non pas nécessairement le première année mais les années suivantes. Cette question à mon avis mérite toute notre attention parce que, du moment qu'on leur en donne les moyens, les petites entreprises seront les premières à relever le défi et à faire du Canada un géant sur le plan technologique. Je crois que, compte tenu de la souplesse que leur confèrent leur taille et leur esprit d'initiative, les petites entreprises sont mieux en mesure de profiter de toutes les occasions qui se présentent. Il ne fait aucun doute, à mon avis, qu'elles peuvent s'adapter aux progrès technologiques et même, dans bien des cas, mettre au point les nouvelles techniques que nous recherchons et dont nous avons besoin. Si nous voulons survivre sur le marché international—et, pour cela, le Canada doit exporter—it nous faut tout simplement arriver à fabriquer un produit à des prix compétitifs. Ce doit être un produit de la plus haute qualité, et nous devons absolument disposer de la main-d'œuvre qualifiée, des offices de commercialisation et des possibilités de crédit qu'il faut pour percer sur les marchés mondiaux.

Dans le domaine de la conception et de la fabrication d'accessoires informatiques, par exemple, les petites entreprises ont manifestement excellé jusqu'à maintenant et elles peuvent encore faire des progrès énormes. Je crois que nous devrions encourager les petites entreprises à investir davantage dans la recherche et le développement. Encore là, les stimulants fiscaux et autres peuvent contribuer à accélérer et relever l'évolution technologique. Chaque dollar que nous investirons dans la recherche et le développement portera des fruits et nous donnera la prospérité et les emplois dont nous avons tellement besoin, au Canada. La structure économique de notre pays est en train de se modifier considérablement. L'industrie manufacturière perd du terrain et le secteur des services en gagne. On prétend que le nombre de travailleurs dans le secteur manufacturier nord-américain va décroître très rapidement. C'est un fait dont nous devons tenir compte et je suis d'avis que, là encore, la petite entreprise pourra combler le vide.

● (1440)

Monsieur le Président, je termine en disant que la petite entreprise familiale peut mettre à contribution les travailleurs spécialisés du secteur manufacturier dont les emplois risquent de disparaître un jour. J'ai la conviction que, dans un climat favorable, la petite entreprise peut jouer un rôle de premier plan dans la conception de nouveaux produits et l'amélioration